Que deviennent nos différences ?

Jean-Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2166>

DOI : 10.4000/formationemploi.2166

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 1

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Frédéric Vergnies, « Que deviennent nos différences ? », *Formation emploi* [En ligne], 94 | avril-juin 2006, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2166> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2166>

Que deviennent nos différences ?

« **L**es hommes naissent libres et égaux en droit ». Ce principe constitutionnel est interrogé par l'avancée dans la vie, les différences s'avérant vite manifestes. Les inégalités et leur hiérarchie ne tardent souvent pas à remplacer ces différences, pour parfois évoluer en discrimination, voire en injustice. En outre, les inégalités dans plusieurs domaines peuvent s'accumuler. Ainsi, nous avons dédié des numéros à la diversité des devenirs au regard des territoires puis des sexes, pour maintenant interroger les origines nationales et ethniques ; et à l'avenir examiner la question des handicaps.

Les auteurs de ce numéro en appellent tous à leur manière à la prise de conscience *a minima* de l'existence d'inégalités, voire de discriminations avérées.

D. Gélot et C. Minni nous montrent que, tout au long de leur carrière, les immigrés et leurs enfants bénéficient moins des dispositifs de formation continue. Des écarts similaires en termes d'insertion professionnelle peuvent se manifester dès le début de la vie active, comme le soulignent A. Frickey et J.-L. Primon, pour les jeunes originaires du Maghreb, notamment pour les femmes.

Ces inégalités renvoient souvent à des discriminations. R. Fibbi, en analysant des candidatures simulées envoyées aux entreprises, révèle que pour certaines populations immigrées les chances de décrocher un entretien d'embauche sont de 70 % inférieures à celle d'un jeune Suisse de même qualification ! La discrimination est également avérée en Belgique selon la même méthode. Cependant, selon I. Adam, elle peine à se traduire dans une politique de lutte anti-discrimination. Pour autant, les politiques publiques en faveur des jeunes peuvent constituer un facteur d'intégration. Ainsi, F. Charles souligne t'il l'importance de la socialisation anticipatrice, pour faciliter l'égalité d'accès à la profession d'enseignant notamment au travers des emplois d'aide-éducateur ou de surveillant.

Le texte de M. Belhajd permet d'interroger les mécanismes discriminatoires. Les jeunes issus de l'immigration recrutés pour travailler dans des quartiers sensibles le sont-ils en raison de leurs origines ? D'une part, les recruteurs supposent des compétences censées découler de la proximité entre intervenants et public-cible, mais ne les vérifient pas. D'autre part, les jeunes issus de l'immigration revendiquent des compétences particulières, tout en suggérant que les « autres » n'en sont pas dotés. Ces compétences, là encore peu explicitées, leur permettraient de tenir un rôle particulier, gage de meilleure efficacité. Apparaît alors un processus de catégorisation, voire d'ethnisation. Pour autant, le lecteur peut se demander qui est à l'origine de ce processus : les recruteurs et les hiérarchies avec leurs *a priori*, les jeunes avec leurs revendications, voire le public cible lui-même, avec son comportement plus coopératif en fonction des interlocuteurs, ou plus généralement l'ensemble de la société avec certains préjugés ?

Ne conviendrait-il pas alors d'adopter un autre état d'esprit, pour convenir que ce qui unit les hommes importe plus que ce qui les sépare, à l'instar du débat si agité autour des races où la biologie a démontré, *in fine*, qu'il n'existe qu'une seule race humaine ?

Bonne lecture de ces différents articles et de l'ensemble du numéro.

Jean-Frédéric Vergnies, Rédacteur en chef